



Le développement durable : quels enjeux pour le XXI^{ème} siècle ?

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérez les principales techniques de la problématisation en Histoire et Géographie Economiques. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Sommaire (Cliquez sur le titre pour accéder au paragraphe)

I. Le développement durable, pour quoi ? Sa finalité est d'assurer une croissance mieux partagée et plus respectueuse de l'environnement.....	1
II. Le développement durable, pour qui ? Les objectifs du développement durable concernent toute la société, à toutes les échelles : du global au local.	3
III. Le développement durable, jusqu'où et à quel prix ? Les limites du développement durable reposent dans le message brouillé qu'il délivre et la diversité des interprétations qu'il suscite.	5

En 1987, le rapport *Notre avenir à tous* de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED), présidée par la Norvégienne Gro H. Brundtland, attirait l'attention des décideurs et du grand public sur les limites du développement mondial, comblant les besoins démesurés des sociétés post-industrielles au péril des équilibres écologiques planétaires sans répondre aux besoins élémentaires des populations les plus démunies : « D'aucuns consomment les ressources de la planète à un rythme qui entame l'héritage des générations à venir. D'autres, bien plus nombreux, consomment trop peu et connaissent une vie marquée par la faim et la misère, la maladie et la mort prématurée. Les échecs qu'il nous faut surmonter ont pour cause la pauvreté mais également la myopie avec laquelle nous avons recherché la prospérité ».

Le concept de développement durable peut-il permettre de relever les défis économiques, sociaux et écologiques du XXI^{ème} siècle ?

I. Le développement durable, pour quoi ? Sa finalité est d'assurer une croissance mieux partagée et plus respectueuse de l'environnement.

Le paradigme du développement durable se substitue dans les années 1980-90 au simple concept de développement qui a montré ses limites car il a contribué à épuiser à grande échelle les ressources planétaires sans apporter une réponse durable au défi de la pauvreté.



I.1. L'objectif général est de promouvoir un développement raisonné et équilibré.

Il s'agit de **produire plus, avec moins et au service du plus grand nombre.**

- Produire plus : c'est l'objectif de croissance économique demeure essentiel, car on ne saurait assurer un véritable développement sans augmentation de la richesse produite par habitant, qui permet la hausse des niveaux de vie. S'il peut y avoir croissance sans développement, il ne peut y avoir développement sans croissance.
- Avec moins : c'est l'objectif de préservation des ressources naturelles qui doit être atteint en réalisant la chasse au gaspillage, en développant les sources d'énergie renouvelables, en encourageant le recyclage. L'ambitieux programme du « facteur 4 » consiste à produire dans une génération deux fois plus de richesses avec deux fois moins de ressources, ce qui passe par des gains de productivité substantiels.
- Au service du plus grand nombre : l'objectif d'équité sociale, à la fois égalité des chances, meilleure répartition des richesses et promotion d'un environnement sain et sûr pour tous.

I.2. Ainsi, le développement durable doit permettre de renouveler les stratégies de développement au Sud.

Les modes de développement anciens proposés aux pays pauvres ont montré leurs limites, il s'agit de leur proposer de nouvelles approches privilégiant la qualité sur la quantité.

- Le développement par le « tout-Etat » a échoué mais le développement par le marché mondial a également montré d'importantes limites. Jusqu'aux années 1970, c'est l'« ère du volume » durant laquelle prévaut l'idée de gros investissements d'Etat doivent assurer le décollage économique (le « big push »), qui repose sur des industries industrialisantes. Avec la crise de la dette des années 1980, la priorité est donnée au contraire à la logique de marché pour assurer le développement, avec la nécessité de s'insérer pleinement dans la mondialisation par le biais de la trilogie privatisation/déréglementation/libéralisation.
- Si la pauvreté recule globalement dans le monde en développement depuis 20 ans (1,5 milliard en 1981, 1,1 milliard en 2001), les pays du Sud font aujourd'hui face à des défis immenses : une grande inégalité interne (la croissance a creusé les inégalités sociales et spatiales qui menacent la cohésion nationale), une grande vulnérabilité externe (le risque de crise financière notamment car les capitaux privés jouent un grand rôle dans le financement de l'économie), une grande fragilité écologique (dégradation, déforestation, désertification).
- Le développement durable peut ainsi permettre de repenser la coopération Nord-Sud et la place respective de l'Etat et du marché. L'aide publique au développement doit être renforcée (elle a chuté depuis la fin de la guerre froide) et mieux répartie entre les pays du Sud, les entraves au libre-échange qui nuisent aux pays du Sud doivent être levées (néo-protectionnisme), les dettes effacées (pour 1 dollar d'aide versée, 7 dollars